

Chez Free, la chasse aux Sudistes est ouverte

Décidément rien ne va plus quand il s'agit de ressources humaines chez FREE. Alors que des élections professionnelles se profilent pour le 2 novembre prochain, la chasse aux militants SUD est ouverte.

Intimidations, licenciement d'un représentant en congé maladie pour accident du travail, entretien préalable de licenciement de salariés candidats sur des listes électorales, tout est mis en œuvre pour éliminer notre fédération syndical du tableau.

Quand on se vante d'internaliser la relation client comme le fait régulièrement le patron de Free, il faut aller jusqu'au bout et respecter les droits des «ouvriers du XXIème siècle» comme il les qualifie.

Les relations sociales et l'application du droit du travail ne sont pas une affaire de relations publiques comme semble le penser la direction des ressources humaines des filiales de Free. Il ne suffit pas d'agiter son «Feelgood Award» et autres palmes de la profession RH pour avoir le quitus sur sa politique sociale. «L'enchantement des abonnés» que martèle la Présidente Directrice Générale du groupe se fait bien au prix de mauvais sorts jetés aux salarié-es qui s'engagent dans la représentation du personnel.

Devant cette suite d'évènements, la fédération SUD a écrit au ministère du travail pour que les pratiques d'un des premiers groupes français en matière de communications soient revues et que le droit du travail soit respecté.

Paris, le 26 octobre 2016